

Le label suisse Cité de l'énergie s'exporte dans le monde

Le label Cité de l'énergie a été conçu pour que les communes parviennent à un approvisionnement énergétique durable. Né en Suisse, ce concept s'est étendu en Europe, puis sur d'autres continents. *Laurent Widmer*

Abrégé L'énergie représente un défi en termes de coûts et d'émissions de CO₂ pour les municipalités des pays en développement. Le label suisse Cité de l'énergie / European energy award est actuellement utilisé par 396 communes helvétiques. Il est aussi présent dans des projets financés par la Confédération en Roumanie, en Ukraine, au Maroc, au Brésil et au Chili. La maîtrise de l'énergie dans les opérations quotidiennes des municipalités n'est pas son seul intérêt. Le label incite, en outre, au développement d'une politique énergétique intégrée et transversale. Cette dernière touche, en plus du patrimoine, à la politique territoriale de la ville et incite à l'inclusion des habitants.

En décembre dernier à Paris, la conférence sur le climat COP21 s'est accompagnée d'un Sommet des élus locaux qui réunissait 700 maires du monde entier bien décidés à faire entendre leurs voix sur la question. Cette conférence a également suscité une centaine d'événements en lien avec les villes, ce qui a clairement mis en avant le rôle des pouvoirs locaux. Près de la moitié de la population mondiale vit

dans des zones urbaines qui consomment entre 60 et 80 % de l'énergie produite dans le monde et émettent une part égale de dioxyde de carbone.

Dans les villes des pays en développement, l'éclairage public représente souvent la deuxième dépense après les salaires. Un représentant de la mairie d'Agadir (Maroc) a, un jour, confié qu'en voyant sa ville s'étendre, il se demandait comment il pourrait continuer à payer la facture d'électricité. C'est pour cela que sa commune a choisi de tester l'approche

Cité de l'énergie / European energy award (EEA)¹.

Les Cités de l'énergie ont vu le jour en Suisse au début des années nonante avant de s'étendre à d'autres pays européens. Elles sont actuellement 396 (villes et villages) sur tout le territoire helvétique, soit plus d'un habitant sur deux. Ce label a été conçu pour encourager les communes à mettre en œuvre une politique énergétique durable. Il recouvre six domaines: aménagement du territoire et constructions, bâtiments communaux et installations, approvisionnement et dépollution, mobilité, organisation interne, communication et coopération. Un catalogue de 79 mesures constitue la phase d'action concrète. Chaque mesure correspond à un nombre potentiel de points. Le label est attribué à la commune qui en a acquis la moitié. Celle qui a obtenu plus de 75 % des points potentiels se voit décerner le label or, qui est remis au niveau européen avec les autres pays utilisant eea (Allemagne, Autriche, France, Italie, Liechtenstein, Luxembourg et Monaco). En Suisse, les communes intéressées par le concept bénéficient de l'aide de conseillers ainsi que d'une subvention de la Confédération et des cantons. Un audit externe a lieu tous les quatre ans et s'accompagne d'une nouvelle certification: cette durée correspond souvent à celle d'une législature.

Les villes sont en grande partie responsables de la consommation d'énergie. Climatiseurs à Singapour.



Des projets dans plusieurs pays

La coopération économique du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), la Direction du développement et de la coopération (DDC) et la plateforme interdépartementale de la Confédération Repic² ont lancé différents projets en Roumanie, en Ukraine,

¹ www.citedelenergie.ch.

² Repic est un programme conjoint de la DDC, de l'Office fédéral de l'énergie (Ofen) et du Seco pour la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans les pays en développement et en transition. Voir à l'adresse www.repic.ch.

au Maroc, au Brésil, au Chili et en Chine. D'autres sont en préparation en Serbie, en Tunisie, en Colombie et au Pérou. L'approche et la forme choisies varient selon les pays. Au Maroc, par exemple, Repic a soutenu la mise en place du label au niveau national et dans trois villes pilotes, tout en s'attendant à la modernisation de l'éclairage public. En Roumanie, le Seco a lié l'introduction du label à un soutien à l'investissement qui a permis à des villes d'acquiescer des bus électriques ou encore de rénover des bâtiments publics. En Ukraine, l'aide du Seco a financé le label et la réhabilitation d'un chauffage à distance.

Le catalogue de mesures peut être adapté aux spécificités régionales et locales, par exemple en mettant l'accent sur la climatisation au lieu du chauffage. Au Nord comme au Sud, en Suisse comme au Chili, les communes labélisées disposent d'une structure interne consacrée à l'énergie, un diagnostic a été effectué et une stratégie énergétique a été définie. Au niveau national, l'entité responsable du label³ forme et accrédite des conseillers et déploie des outils d'aide à la planification, à la décision, à la gestion et au suivi des politiques énergétiques communales. En Tunisie, l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie est intéressée par un tel label pour structurer l'Alliance des communes pour la transition énergétique (Acte). Ce programme national vise à accompagner les municipalités dans leur politique énergétique, tout en leur permettant d'accéder à des solutions techniques et financières originales, adaptées à leurs besoins.

Un accès au financement facilité

Utiliser le label permet aux villes d'obtenir une reconnaissance formelle et internationale de leur engagement, d'appartenir à un réseau où elles peuvent échanger, mais

³ En Suisse, l'association Cité de l'énergie gère le label avec le soutien du programme SuisseEnergie de l'Office fédéral de l'énergie.

aussi de gagner en visibilité auprès de l'État et des partenaires financiers. Au Maroc, différentes institutions financières internationales ont visité les villes pilotes du projet financé par la Suisse. Elles ont considéré cet engagement comme une occasion intéressante de mener des opérations avec des villes disposant d'une équipe spécialisée dans les questions énergétiques. À l'heure où de plus en plus de municipalités aspirent à accéder à leur propre financement, il s'agit là d'un avantage indéniable, que confortent les substantielles économies d'énergie réalisées. En 2015, l'introduction du label à Vinnitsa, en Ukraine, a ainsi permis d'améliorer l'efficacité énergétique d'un système de chauffage à distance, ce qui a évité l'émission de 5146 tonnes de CO₂. Elle a aussi débouché sur l'octroi d'un crédit de 43 millions d'USD destinés à faire progresser l'efficacité énergétique, à réviser vingt trolleybus, à moderniser un tram et à construire 5,25 km de pistes cyclables. Toutes ces mesures ont fait l'objet de 68 communiqués de presse et de 26 reportages à la télévision (dont cinq sur des chaînes nationales).

Gouvernance de l'énergie

Le label Cité de l'énergie / eea est encore peu connu en dehors du continent européen, mais il occupe une niche qui le rend très intéressant à plusieurs points de vue. Contrairement à d'autres outils qui se limitent à un unique audit et au développement d'un portefeuille de projets, ce label est actuellement le seul à favoriser un processus de gouvernance locale sur le long terme. Au-delà des économies visées, il encourage la commune à développer une politique énergétique intégrée et transversale. Celle-ci touche, en plus du patrimoine, à la politique territoriale de la ville et incite à l'inclusion des habitants (dans la planification, les processus décisionnels et l'identification des objectifs en matière d'énergie).

De sa naissance en Suisse, le label a conservé l'aspect participatif, le travail conjoint des représentants politiques et de l'administration, le principe de subsidiarité qui favorise le partage des compétences, la gestion de proximité et une approche consensuelle qui permet de combiner à d'autres outils⁴. Plusieurs entreprises suisses actives dans le domaine (conseillers, auditeurs) ont déjà montré leur intérêt et leur capacité à transférer ce savoir-faire au-delà de nos frontières. La marque « swissness » est clairement considérée comme un atout.

Échanger les expériences

En collaboration avec l'association Cité de l'énergie et le Forum eea, Repic lance une réflexion sur la mise en œuvre du label dans la coopération internationale. Une conférence réunira le 29 juin à Berne des représentants de différents offices fédéraux et de plusieurs villes, ainsi que des entreprises qui travaillent à la mise en place du label. Cette rencontre, la première du genre entre tous les protagonistes suisses, permettra un échange d'expériences et des discussions sur les perspectives d'une telle approche dans la coopération internationale⁵.

⁴ Tels que la Convention des maires, Trace, Curb ou ISO 50001.

⁵ Informations sur www.repic.ch.



Laurent Widmer

Collaborateur scientifique, secteur Financement d'infrastructures, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne